

Article 29 du Règlement

M. O'Neil: Faux.

M. Rodriguez: Vous aurez l'occasion de parler.

M. O'Neil: Parlez des faits.

M. Rodriguez: C'est ce qui est arrivé. Je me suis posé cette question moi-même. On m'a dit que le gouvernement de Terre-Neuve, le premier ministre de la province, les pêcheurs et l'industrie avaient participé aux négociations. L'accord signé avec la France en 1972 a expiré en mai 1986. Je me demande pourquoi le premier ministre de Terre-Neuve, les pêcheurs et l'industrie ont soudainement été exclus des négociations, alors que l'on était dans le sprint final.

● (2230)

Je comprends que le gouvernement voulait quelque chose à faire signer au premier ministre français. Il voulait dérouler le tapis rouge, déboucher le champagne, puis organiser une séance de photos pour Sa Majesté, le premier ministre du Canada (M. Mulroney). Le gouvernement voulait une cérémonie en grandes pompes, dans le style napoléonien, pour la signature de cet accord. Terre-Neuve avait bien déclaré qu'elle ne voulait pas que la flotte française ait accès aux stocks de morue du nord. Le gouvernement avait été informé de cette position. Par conséquent, l'idée était d'isoler les fauteurs de trouble et d'avoir une bonne petite réunion entre les négociateurs français et ceux du ministère des Affaires extérieures. Le gouvernement s'est livré à un petit tête-à-tête, avec un peu de vin, un peu de musique et peut-être un peu d'amour. Dans l'affaire, les habitants de Terre-Neuve se sont faits avoir dans les grandes largeurs.

M. McCurdy: Je serais gêné d'être conservateur.

M. Forrestall: J'aurais honte d'être parmi vous.

M. Rodriguez: Ce sont ces mêmes conservateurs qui critiquaient les relations fédérales-provinciales pendant l'époque Trudeau. Ils devaient inaugurer une ère nouvelle. Nous la voyons l'ère nouvelle dans l'accord qui vient d'être signé.

M. O'Neil: Ce n'est pas un accord. Montrez-nous l'accord.

M. Rodriguez: Les conservateurs se soucient comme d'une guigne de la participation des représentants de Terre-Neuve et des pêcheurs. Les dirigeants de Terre-Neuve ne comptent pas aux yeux des conservateurs. Ces derniers y ont trois sièges dans la province et les Terre-Neuviens leur donneront une leçon aux prochaines élections fédérales.

M. O'Neil: Vous n'avez jamais été sur un bateau. Si vous marchiez sur un poisson, vous ne sauriez même pas ce qu'en est un.

M. Forrestall: Cessez de politicailler.

M. Rodriguez: Ils sont très contrariés, monsieur le Président. Ils devraient expliquer cela aux Terre-Neuviens. Ce marché nous a permis d'établir de meilleures relations avec la France. J'ai entendu le négociateur français parler à la télévision ce soir. Il n'était pas du tout contrarié. Il était même très satisfait de ce marché. On lui a demandé s'il pensait que cela

amènerait la flotte française à cesser de surpêcher. Il a répondu: «Non, nous avons toujours considéré qu'il s'agissait des eaux françaises». Quelle bonne affaire, monsieur le Président. Les négociations ont été très serrées.

M. O'Neil: Il n'y a pas eu de marché.

M. Forrestall: Si vous ne savez pas de quoi vous parlez, asseyez-vous et taisez-vous.

M. Rodriguez: Que s'est-il passé, monsieur le Président? Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas permis aux intéressés de participer aux négociations? Je le répète, le premier ministre voulait de la publicité et une bonne occasion de se faire photographier. D'autre part, le parti conservateur a perdu de vue les intérêts des Canadiens. La *Gazette* de Montréal, annonce en gros titre qu'Ottawa a cédé à vil prix les intérêts des pêcheurs. En fait, il les a cédés pour rien comme dans le cas du bois d'oeuvre.

Le premier ministre de Terre-Neuve n'est pas un néo-démocrate ou un libéral. C'est un conservateur. En fait, il est tellement contrarié qu'il a dit: «Apparemment, lorsque la France agite son épée, le Canada s'agenouille devant elle. C'est une situation catastrophique et le gouvernement a agi à notre insu». Voilà une concession de plus. Le gouvernement a la souplesse d'une pieuvre. En guise d'ossature, il a des tentacules. Au lieu de défendre les droits des Canadiens, il a baissé les bras. Il l'a fait dans l'affaire du bois d'oeuvre et il le fait de nouveau avec cet accord provisoire.

Richard Cashin, qui dirige le syndicat des pêcheurs de Terre-Neuve, a dit que les conservateurs au niveau fédéral avaient bradé les intérêts des pêcheurs de Terre-Neuve. Si le gouvernement conservait une parcelle de dignité, il déchirerait cet accord provisoire, cette entente ou ce je ne sais quoi. C'est la seule chance du gouvernement conservateur de retrouver les bonnes grâces de la population de Terre-Neuve.

M. Morrissey Johnson (Bonavista—Trinity—Conception): Monsieur le Président, après avoir entendu les interventions des deux côtés de la Chambre ce soir, le seul point sur lequel je constate un accord unanime, c'est la surpêche massive à laquelle se livre la France au large de la côte sud de Terre-Neuve, et au large de Saint-Pierre et Miquelon. C'est la seule chose sur laquelle tous les partis soient d'accord ce soir.

Je me demande dans quelle mesure les députés de l'opposition veulent sincèrement protéger les droits et les intérêts des pêcheurs canadiens et leur permettre de prendre plus de poisson pour alimenter les usines et donner aux ouvriers de ces usines plus de travail qu'ils n'en ont à l'heure actuelle. Il me semble que les députés libéraux redoutent que le gouvernement réussisse à négocier un accord avec la France. Sinon, ils nous diraient de poursuivre les négociations pour mettre fin à la surpêche qui se produit au large de la côte sud de Terre-Neuve. Je pourrais dire la même chose du parti NPD. Ils devraient encourager le gouvernement eux aussi . . .